

La France et le capitalisme

Serge Villepelet
PricewaterhouseCoopers France

Je voudrais délivrer un message d'optimisme sur le capitalisme d'entreprises en France. On nous dit que « les Français n'aiment pas le capitalisme » Et bien, je pense que cette affirmation n'est pas exacte. On nous dit qu'ils ne pourraient pas renouer avec l'esprit d'entreprise. Et bien je pense, que c'est possible !

I- Première affirmation : Les Français n'aimeraient pas le capitalisme.

C'est vrai qu'il y a d'innombrables études et sondages qui vont dans ce sens, à commencer par cette fameuse étude de Global Scan qui démontre que les Chinois ou les Indiens apprécient plus l'économie de marché que les Français et que nos compatriotes sont particulièrement pessimistes à l'égard de nos grandes entreprises.

Pourtant, on le sait bien, leur attitude à l'égard du capitalisme n'a pas toujours été négative, loin de là. L'histoire, récente ou pas nous, en donne de bons exemples :

1-Celui d'abord de la fin du 19^{ème} siècle : les Français alors ont su participer au développement international du capitalisme, participer à ce qui était déjà l'équivalent d'une première mondialisation économique. Ils ont investi et construit dans le monde entier.

Pensons à ces bâtisseurs que furent les Frères Pereire, les Rothschild, les Morny, les Schneider... Rappelons nous que c'est dans les années 1890 que furent créés le Crédit Mobilier, le Crédit lyonnais, la Société Générale, et qu'on inventa vraiment les sociétés de capitaux... Par milliers alors, les Français souscrivaient aux emprunts privés qui allaient permettre la croissance des entreprises françaises et le développement de grands travaux internationaux comme le canal de Suez ou les chemins de fer du Levant... Et, s'agissant de la période coloniale, au moins avant 1930, ce fut aussi un grand moment de rencontre entre l'industrie, la prise de risque et les français.

2- Rappel plus récent, celui des années 80 ou après le grand tournant économique de 1983, les Français ont redécouvert le chemin de l'entreprise libérale, premier ministre en tête. Rien alors n'était trop beau pour favoriser la création d'entreprise. Rappelons nous, -ce n'est pas si vieux,- le succès d'émissions télévisées consacrées à la réussite d'entreprendre et qu'animait avec talent Bernard Tapie !

Alors qu'est-ce qui s'est passé ? Les Français au fil des années et plus particulièrement depuis la fin des Trente glorieuses ont acquis progressivement une aversion au risque d'entreprendre que traduisent bien les sondages qui révèlent qu'ils ont majoritairement beaucoup d'attirance pour la fonction publique.

Comment pourrait-il en être autrement dans un pays où nous avons fabriqué des bataillons de pré-retraités et de primo-demandeurs d'emplois Et c'est vrai que pendant des décennies la destruction des industries lourdes puis la vague des restructurations ont décimé l'emploi. De là, la déception de plusieurs générations de Français.

C'est en effet plus de déception, plus de désamour ou d'amour déçu qu'il faut parler. Les français sont aujourd'hui les amoureux déçus d'un capitalisme français qui a déçu. Et au fil des ans et des politiques économiques, les Français se sont éloignés de l'entreprise et ont perdu le goût du risque .

II- Comment retrouver ce gout du risque et renouer avec l'esprit de l'économie de marché ?

Je vois trois pistes possibles.

1- Première piste : travailler à l'amélioration du climat social et du dialogue dans l'entreprise. Sans partager complètement les thèses peut-être un peu excessives d'un Thomas Philippon sur le « capitalisme d'héritiers » c'est vrai que les relations sociales en France, à la différence de ce qui s'est passé dans la majorité des pays d'Europe, le fameux dialogue social, sont marquées historiquement par l'insatisfaction et la méfiance. Cela vient, je crois d'une incapacité ou du moins d'une réelle difficulté à travailler ensemble.

Quand on interroge les Français sur les 20 premières entreprises où ils se sentent le mieux pour travailler *the best place to work* - il n'y en a que 5 qui soient françaises, toutes les autres sont des filiales de groupes anglo-saxons. La même question posée en Allemagne ou au Danemark donne des résultats radicalement différents.

Et si on a cette situation, cela vient souvent du mode de direction, du mode de management de l'entreprise. Cela s'explique peut-être par une formation insuffisante au management. J'ai été frappé en lisant une étude qui établit que la durée d'expérience professionnelle dans l'entreprise de celui qui prend les manettes est en Allemagne de 5 ou 6 années en moyenne plus longue que celle de son homologue français.

Donc priorité n° 1 :

- travailler à améliorer la relation sociale dans l'entreprise,
- mettre fin à cette logique stérile du « nous » contre « eux » qui bloque le dialogue, qui donne le sentiment que dans une négociation, il y a forcément un gagnant et un perdant .
- et aussi faire comprendre que si on veut gagner plus, il faut accepter une prise de risque supplémentaire et que le risque d'entreprendre doit être récompensé.

Ce message là, je crois que les Français peuvent l'entendre.

2- Deuxième piste : c'est la poursuite résolue de la transformation de la gouvernance française. Beaucoup a été fait en quelques années. Et du premier rapport Viénot à la Loi Breton de 2005 en passant par les recommandations du rapport Bouton, l'encadrement de la gouvernance en France n'est pas moindre que celui des anglo-saxons. Mais il faut bien sûr que toutes ces règles soient correctement appliquées. Un récent article de Daniel Bouton dans Les Echos de Juin dernier nous rappelait opportunément que ce n'était pas toujours le cas. Mais la voie est bel et bien tracée et il faut continuer. J'en veux pour preuve une étude que nous avons conduite pour l'Institut de Formation des Administrateurs sur la prise en compte par les administrateurs des Conseils d'Administration des questions de *social corporate responsibility*, en français, de « responsabilité sociétale de l'entreprise ». Est-ce qu'ils doivent s'occuper de ces questions ou les laisser complètement dans la responsabilité du management? Est-ce qu'ils doivent s'assurer par exemple que leur société respecte le Pacte mondial de l'ONU, la déclaration tripartite de l'Organisation Internationale du Travail, les Principes de l'Equateur quand il s'agit de financements de projets ou les Principes directeurs de l'OCDE ? Qu'est-ce qu'ils doivent faire des Codes de conduite, des Chartes de valeurs ou des systèmes d'alerte éthique que l'entreprise s'est donnés ?

Les résultats de cette enquête ne seront publiés qu'à la rentrée. Ils « décoiffent » un peu. Mais je vais vous donner le résultat d'une question particulièrement intéressante. On a demandé aux administrateurs du CAC 40 quels sont les sujets que dans ce domaine le CA devrait traiter prioritairement.

95% des présidents interrogés et 87 % des administrateurs du CAC 40 répondent qu'ils mettent au premier rang la déontologie du management et le contrôle par le Conseil du comportement de l'entreprise et du respect par elle des règles de conduite qu'elle a adoptées ou qui s'imposent dans son secteur. Viennent ensuite dans les priorités du Conseil

le suivi de la politique de valorisation des ressources humaines et le climat social dans l'entreprise.

Je pense qu'il n'y a même pas 5 ans on n'aurait pas eu ce type de réponse. C'est dire que nous assistons probablement à une évolution forte, peut-être culturelle, de la gouvernance et que nous allons vers une gouvernance plus soucieuse des attentes collectives.

« Mieux gouverner l'entreprise » passe désormais par un meilleur équilibre entre les différentes parties prenantes, actionnaires, dirigeants, salariés et partenaires sociaux.

3- je terminerai, enfin, sur ce troisième point : pour réconcilier les français avec leurs entreprises, il nous faut un capitalisme plus populaire. Comment voulez vous que notre capitalisme soit populaire si 70% du marché des capitaux est intermédié par des institutions spécialisées, assurances ou fonds et si 40% du CAC 40 est détenu par des résidents étrangers ? L'actionnariat français à la différence des anglo-saxons et bientôt des asiatiques n'est pas assez populaire. Rappelons que sur les 300 millions d'actionnaires dans le monde, essentiellement des occidentaux, il n'y en a que 2% qui soient français, soit 2 fois moins par exemple qu'au Royaume-Uni. Cette situation entraîne inévitablement une forme d'indifférence à l'égard des marchés. C'est là une des causes de l'incompréhension française de ce qu'est l'économie de marché. Aussi, l'urgence, est-elle à mon avis, de faire des Français les actionnaires de leurs entreprises !

La réforme des retraites, l'institution de Fonds de pension, l'exonération au moins partielle des sommes investies en actions françaises ou européennes, l'intéressement, la participation, la distribution d'actions au personnel sont autant de moyens de faire bouger les esprits. En un mot, il s'agit de mieux associer l'ensemble des Français aux performances économiques du pays.